

des produits chimiques toxiques que l'on retrouve dans les pluies acides. Mais ce projet de loi n'aura aucun impact sur les pluies acides.

Ce projet de loi, par exemple, empêche l'exportation de substances dont l'usage va être banni au Canada, c'est-à-dire, n'empêche pas l'exportation, il va empêcher qu'on utilise des substances, cela, c'est bon. Mais il n'empêchera pas qu'on les exporte. Je trouve que sur le plan de la moralité, il y a là une lacune importante. Si ces substances-là sont trop dangereuses pour être utilisées au Canada, pourquoi va-t-on laisser le fabricant ou les distributeurs les exporter, quoi, dans des pays du Tiers monde ou chez nos voisins du Sud, chez les Américains pour les punir parce qu'on n'est pas satisfait des négociations sur le libre-échange? Je trouve que c'est une lacune du projet de loi qui est bizarre, parce qu'à mon avis, si ces substances sont trop dangereuses et qu'on doit en bannir l'usage au Canada, d'après moi, on doit en bannir l'exportation aussi. Si ce n'est pas bon chez nous, ce n'est pas bon pour les autres non plus.

[Traduction]

Je ne tiens pas à éterniser ce débat. Il faut adopter ce projet de loi le plus rapidement possible. Bref, appelons les choses par leur nom. Reconnaissons que cette mesure ne traite que d'un aspect limité de la pollution. Et c'est une raison suffisante pour l'avaliser. Mais cessons de prétendre qu'elle assainira l'environnement car cela n'est pas vrai. Ce projet de loi assurera une meilleure surveillance des pollueurs et limitera ainsi la pollution par des produits toxiques, ce qui est louable évidemment.

Je disais donc de l'adopter rapidement pour que nous puissions revenir à la charge auprès du gouvernement, pour que nous puissions le convaincre de présenter un véritable projet de loi qui comportera tous les crédits nécessaires pour commencer à assainir l'environnement. C'est pourquoi nous ne nous éterniserons pas sur ce projet de loi. Nous souhaitons qu'il soit adopté rapidement à la Chambre pour voir ce que le gouvernement présentera comme deuxième mesure législative en matière d'environnement au cours de son mandat.

• (1240)

M. Redway: Monsieur le Président, j'ai écouté les commentaires du député sur le projet de loi et son adoption rapide. Je souligne cependant qu'il a pu donner l'impression, bien involontairement, j'en suis sûr, que cette mesure était la seule mesure de protection de l'environnement prise par le gouvernement en trois années de pouvoir. Il n'y a pas de doute que le projet de loi ne traite que d'un aspect des problèmes environnementaux. Il porte sur le présent et le futur. Il n'aborde pas la question du nettoyage. Cependant, mon collègue sait très bien que depuis trois ans, le gouvernement a pris d'autres mesures ayant trait celles-là au nettoyage de l'environnement. Je sais qu'il ne voudrait pas donner une fausse impression au public.

Par exemple, le député voudra sans doute que je lui rappelle ainsi qu'à la population canadienne, qu'en mars 1985, le gouvernement a mis en oeuvre un programme qui, en 1994, aura permis de ramener les précipitations acides à 50 p. 100 de ce qu'elles étaient en 1980. Comme vous le savez, monsieur le Président, des fonds ont été réservés pour ce programme; 150 millions de dollars pour le contrôle des émissions des fonderies, 25 millions pour le développement de techniques, 70 millions

pour favoriser une utilisation plus propre du charbon, 18 millions de dollars par année pour la recherche et la surveillance, et des mesures devant favoriser l'utilisation du charbon de l'ouest à faible teneur en soufre. Mon honorable ami sait que des discussions se poursuivent actuellement entre le premier ministre de l'Ontario (M. Peterson), le vice-premier ministre (M. Mazankowski) et leurs représentants, en vue d'accroître immédiatement en Ontario, notamment par Hydro-Ontario, la consommation de houille de l'Ouest à faible teneur en soufre, ce qui devra créer des milliers d'emplois dans l'Ouest et l'Est tout en réduisant les pluies acides.

Telles sont quelques-unes des initiatives qui se poursuivent. Le député sait que depuis le 1^{er} septembre dernier—il n'y a de cela que quelques jours—de nouvelles normes pour les gaz d'échappement des voitures sont entrées en vigueur en vue de réduire les pluies acides. Il sait aussi que le printemps dernier un accord a été conclu entre le gouvernement fédéral, le gouvernement de l'Ontario, le gouvernement de l'État de New York et le gouvernement fédéral des États-Unis en vue de réduire la pollution et les déversements de produits chimiques toxiques dans la rivière Niagara et d'en effectuer le contrôle. Il sait aussi que le gouvernement a adopté depuis qu'il a accédé au pouvoir de nouveaux règlements en vue de restreindre et de réglementer le transport ferroviaire de produits dangereux.

Le député sait donc fort bien, comme tous les Canadiens d'ailleurs, que le gouvernement a pris de nombreuses autres initiatives dans le domaine de l'environnement et du contrôle écologique. Je sais qu'il voudra en attribuer le mérite au gouvernement.

M. Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, toutes ces choses énumérées par le député ne sont pas destinées à faciliter l'épuration. Je ne m'oppose pas, par exemple, à toutes les mesures au sujet des pluies acides prises avant 1984 par mon collègue, le député de Davenport (M. Caccia), ancien ministre de l'Environnement. J'accepte les chiffres mentionnés par le député. Je les trouve valables. Cela réduira davantage les émissions de pluies acides. C'est une bonne chose, mais ce n'est pas ce que je voulais dire.

Ce que je voulais dire, c'est que le projet de loi à l'étude et les mesures adoptées jusqu'ici par le gouvernement ne font rien pour lutter contre la pollution qui existe déjà. C'est très bien d'adopter des mesures pour réduire les émissions à l'avenir, mais cela n'enlève pas la masse de polluants dans la rivière St. Clair et cela ne me permettra pas de me baigner dans le fleuve Saint-Laurent qui longe ma circonscription. Les Canadiens veulent qu'on enlève les substances qui contaminent notre environnement et le gouvernement ne fait absolument rien pour cela.

Les mesures mentionnées par mon collègue, le député de York-Est (M. Redway), visent toutes à instaurer des contrôles plus stricts des contaminants à l'avenir. C'est une bonne chose. Je ne dis pas que nous ne devrions pas prendre de telles mesures. Je pense que nous devrions en prendre davantage. Par exemple, nous devrions à mon avis exercer plus de pressions sur les Américains parce que tout ce que le gouvernement a pu obtenir jusqu'ici, c'est que le président des États-Unis reconnaisse l'existence du problème. Ce n'est pas beaucoup. Dans le cadre d'un projet de recherche, nous avons dû examiner les budgets du gouvernement des États-Unis de temps à autre et